



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET D'ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral n° 2024/DDT/SEPR
autorisant le Syndicat Mixte pour l'Assainissement et la Gestion des Eaux
du bassin versant de l'Yerres-Seine
à effectuer des travaux de restauration de la continuité écologique
au droit du ru de l'Étang de Beuvron et les déclarant d'intérêt général

MOTIFS DE LA DÉCISION
(articles L. 120-1, L. 123-19-1 du Code de l'environnement)

Consultation du 28 octobre 2023 au 18 novembre 2023 inclus

Le projet d'arrêté de déclaration au titre de l'article L. 214-1 et suivants déclarant d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, la réalisation des travaux de restauration de la continuité écologique au droit du ru de l'Étang de Beuvron projeté par le Syndicat Mixte pour l'Assainissement et la Gestion des Eaux du bassin versant de l'Yerres-Seine a été soumis à la consultation du public du 28 octobre 2023 au 18 novembre 2023 inclus.

Le projet était consultable sur internet sur le site de la préfecture de Seine-et-Marne :

- <https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Participation-du-public-par-voie-electronique/DIG-Travaux-de-restauration-de-la-continuite-ecologique-au-droit-du-ru-de-l-Etang-de-Beuvron>
- et sur support papier à la Direction Départementale des Territoires - Service Environnement et Prévention des Risques.

Le public était invité à donner son avis par courriel aux adresses suivantes :

- ddt-ppe@seine-et-marne.gouv.fr
- ou par courrier à la DDT de Seine-et-Marne - Service Environnement et Prévention des Risques.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Le projet d'arrêté ne fait l'objet d'aucune modification pour les motifs suivants :

- l'opération projetée concerne des travaux de restauration de la continuité écologique, n'entraîne aucune expropriation et le maître d'ouvrage ne prévoit pas de demander de participation financière privée, l'opération étant financée par des fonds publics ;
- les caractéristiques des travaux respectent les intérêts mentionnés aux articles L. 210-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'opération projetée est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;
- toutes les formalités prévues par la réglementation ont été remplies ;
- la mise en œuvre des moyens envisagés par le pétitionnaire est compatible avec les objectifs de l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;
- aucune remarque n'a été formulée lors de la consultation du public du 28 octobre au 18 novembre 2023 ;
- les remarques formulées par le pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire ont été prises en compte.

Melun, le **18 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation
L'adjoint au directeur départemental
des territoires,



Laurent BEDU